



Lettre N°26 27 mai 2021

Télécharger cette lettre au format PDF

Lire cette lettre en ligne

Résister, s'autonomiser et construire face à l'émergence d'un régime hyper-capitaliste, libertarien-autoritaire

La crise économique et sanitaire qui se prolonge est en train de bouleverser l'économie, les relations sociales, les rapports de force politiques. En France, elle se traduit déjà par la **précarité** et le **chômage** de millions de personnes supplémentaires.

En même temps, le néolibéralisme, qui s'appuyait sur la démocratie libérale pour canaliser les mécontentements populaires, est en train d'effectuer une mutation vers un régime qu'on peut qualifier d'hypercapitaliste, ou de libertarien-autoritaire. Comme le disent Marlène Benquet et Théo Bourgeon¹ « *celui-ci repose sur la défense radicale de la propriété privée comme unique règle de la vie sociale, sans considération pour ses effets collectifs, et la généralisation du numérique pour « construire un homme nouveau » et instaurer une surveillance généralisée. Ce régime limite le rôle de l'État, y compris dans ses fonctions régaliennes. Hostile à tout mécanisme redistributif, il fait de la répression des mouvements sociaux et de la réduction des libertés publiques, du contrôle des manifestations et de l'expression la modalité privilégiée du maintien de l'ordre social. Il est autoritaire sur le plan politique* ». Ce régime est apparu au grand jour aux États-Unis, avec Trump, au Royaume-Uni, au Brésil. La France d'Emmanuel Macron semble s'y engager à son tour.

Mais il est en émergence depuis longtemps, avec les thèses libertariennes développées dans la Silicon Valley autour des géants du net. On peut aussi le voir comme un retour au XIXe siècle quand le capitalisme régnait sans partage, avant que les luttes sociales n'imposent différentes formes de compromis.²

Le gouvernement, agent actif de cette mutation, utilise la soi-disant dette publique ([voir ici l'exposé d'Anice Lajnef](#)) pour instaurer une austérité perpétuelle, couplée à la remise en cause des libertés et à une surveillance généralisée. Services publics, eau, espaces naturels, santé, école, associations, économie solidaire, tout doit être intégralement privatisé, même si cela suscite l'exclusion et la pauvreté d'une part croissante de la population. Il accélère, comme si le temps lui était compté avant la crise financière qui s'annonce

Ces orientations préfigurent les réponses qui seront apportées aux grandes crises à venir écologiques, géopolitiques ou démographiques. C'est pourquoi il est décisif d'inventer dès à présent des réponses appropriées pour résister et construire, à travers des formes d'actions nouvelles.

Beaucoup de militants sont désarçonnés par ce changement de stratégie de l'adversaire. Ils n'arrivent plus à identifier leur adversaire. Alors qu'ils étaient habitués à l'ouverture de négociations après de grandes manifestations, ils ne voient plus comment agir face à un gouvernement brutal, autiste, mais pratiquant le double langage et maîtrisant les moyens de communication. Les situations manifestes d'injustice et de non-droit ne sont plus reprises par les médias. Le cynisme s'étale au grand jour.

¹ Marlène Benquet et Théo Bourgeon, 22 février 2021, *Du néolibéralisme au libertarianisme autoritaire*, [à lire ici](#)

² Robert Castel, *Les Métamorphoses de la question sociale*, Fayard, 1996, p. 268

Mais en même temps des fronts de résistance s'organisent, de nouvelles formes d'action se développent. Les initiatives se multiplient pour adopter d'autres modes de vie, résister au chacun pour soi ou au tout numérique. Face à une mutation du capitalisme, les formes de lutte mutent elles aussi et inventent des formes virales de diffusion.

Le Collectif « Changer de cap » se définit comme un espace-ressources au service des citoyens pour résister, s'autonomiser et construire, à travers un appui aux luttes de résistance, à la multiplication des actions porteuses d'alternatives locales, à l'éducation, la culture, l'entraide et la fraternité partagée.

Dans ce but, plusieurs temps de rencontres et d'échanges d'expériences permettront de nous retrouver à distance, notamment autour de l'agriculture et du droit à l'alimentation, des réseaux et groupes d'entraide et du numérique.

Nous espérons pouvoir tenir un séminaire à la Toussaint, du 29 au 31 octobre, pour nous retrouver et donner un nouvel élan à cette lutte, dans une période décisive. **Réservez dès à présent la date.** Mais vous nous reverrez bien entendu entre temps.

Agir pour les libertés

Appel à manifester samedi 12 juin pour défendre les libertés et les droits sociaux

Les idées du Rassemblement national n'ont pas contaminé seulement la droite mais un grand pan de la vie politique, même à gauche, comme le montre les derniers événements.

Le 19 mai les syndicats de policiers ont manifesté devant l'Assemblée nationale en présence du ministre de l'intérieur. Le PCF, le PS et Yannick Jadot ont cru bon de se joindre à cette manifestation à la limite de la sédition, au mépris de leur dignité, consacrant l'abandon du sens de leur action et la rupture avec les habitants, les précaires et les mouvements sociaux qui subissent la dérive sécuritaire de l'État.

En effet, quand le dirigeant du PCF déclare à RMC : « *La police est le dernier rempart de la cohésion sociale* », quand celui du Parti socialiste revendique « *un droit de regard de la police sur la justice* », on est loin de l'histoire et des idéaux des organisations dont ils se réclament. Bien loin aussi du présent : les noms d'Adama Traore, Steve, Zineb Redouane, Cedric Chouat résonnent encore en nous, sans parler des Gilets jaunes éborgnés ou mutilés. Amnesty International, l'ONU et la Haut Commissaire aux droits de l'homme du Conseil de l'Europe ont déjà interpellé le gouvernement français sur le rôle de la police. Ces dérives accentuent le danger de remise en cause des institutions républicaines déjà amorcé par les appels des généraux nostalgiques des putschs et les lois liberticides du gouvernement Macron.

C'est dans ce contexte que des organisations syndicales, politiques, associations et autres collectifs lancent un appel pour les libertés et contre les idées d'extrême droite et appellent à manifester le samedi 12 juin pour défendre les libertés et les droits sociaux. Le Collectif Changer de cap se joint modestement à ce rassemblement pour défendre les libertés et les droits sociaux.

[Voir ici le texte de l'appel](#) et la liste des premiers signataires.

Victoires

Beaucoup de victoires depuis un mois dans le domaine social comme le domaine écologique. On peut s'en réjouir, et y trouver espoirs et encouragements. Cela montre que les mobilisations et les luttes ne sont pas toujours sans effet. Il reste des règles de droit qui permet une action juridique. Cela traduit peut-être aussi la nécessité pour le pouvoir, à un an des élections présidentielles, de lâcher du lest. Mais beaucoup de victoires sont partielles, certains reculs ne sont que tactiques, et le pouvoir cherche obstinément à poursuivre son œuvre de démantèlement. **La vigilance s'impose donc, et la mobilisation continue.**

Le Conseil Constitutionnel censure en partie la loi "Sécurité Globale : vous pouvez encore filmer.



Désaveu pour le gouvernement et les tenants de l'hyper-capitalisme autoritaire, victoire pour nos libertés individuelles et collectives : le Conseil Constitutionnel censure une grande partie de la loi « Sécurité globale », notamment le fameux article 24 pénalisant la diffusion « malveillante » d'images des forces de l'ordre. De même, l'article lui autorisant l'utilisation des drones par les forces de l'ordre est jugé contraire au respect de la vie privée. Merci à tous les participants à la coordination « stop loi sécurité globale » et tous ceux et celles qui se sont mobilisés depuis 7 mois dans 150 villes.

C'est donc une défaite symbolique extrêmement lourde pour la police et le gouvernement. Mais c'est pour nous une victoire partielle, car le gouvernement va certainement revenir à la charge pour réintroduire ces mesures dans une future loi. L'attitude équivoque d'une partie des partis lors de la manifestation du 19 mai ne peut que les y encourager. La vigilance doit donc rester de mise. [Voir ici l'article de Reporterre](#)

Le gilet jaune Frédéric Vuillaume relaxé pour la troisième fois



Syndicaliste bisontin de la première heure, le gilet jaune Frédéric Vuillaume subit un acharnement policier depuis plus de deux ans : 7 gardes à vue, une perquisition, 12 amendes et 3 procès. Soutenu par Amnesty International, il comparait ce 20 mai devant le tribunal de Dijon. Pour la troisième fois en moins d'un an, il a été relaxé. Il était poursuivi pour délit d'attroupement à la suite d'une manifestation contre la loi « sécurité globale » le 5 décembre à Dijon, avec une pancarte à son cou portant l'inscription « *police floutée, police pas nette* ». Amnesty international, avait fait de son cas un symbole des menaces qui pèsent aujourd'hui en France sur la liberté de manifester. [Voir ici l'article](#)

Victoire pour les femmes de chambre de l'hôtel IBIS des Batignolles !

Après 22 mois de grève, un protocole d'accord a été signé le 21 mai 2021 entre la société STN, le syndicat CGT-HPE représenté par Tiziri Kandy et Claude Lévy, représentantes des femmes de chambre, en lutte depuis le 17 juillet 2019. Des augmentations de salaires et des améliorations de travail très importantes, la réintégration de toutes les salariées ont été obtenues. Un conflit historique : la longueur de ce conflit du travail a fait comprendre au groupe ACCOR, comme l'a dit son directeur, « *qu'il ne pouvait plus traiter les salariées de la sous-traitance, qui occupent souvent les métiers les plus pénibles, comme des sous salariés* ». [Voir ici le communiqué de la CGT](#)



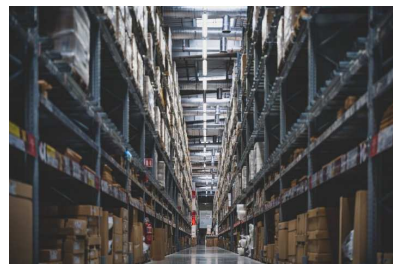
Hercule à terre, mais pas la fin du combat

Le gouvernement, sous la pression d'une mobilisation de tous bords politiques et d'un calendrier électoral qui le met à découvert, a renoncé au démantèlement d'EDF, qui devait privatiser ses actions rentables, mais laisse un statu quo financièrement intenable pour EDF, aujourd'hui forcée d'alimenter à perte un marché privé de l'électricité totalement artificiel. Cela signifie également que la menace d'une privatisation de la gestion des barrages refait surface. D'où l'importance des manifestations comme celle du 9 mai à Serre-Ponçon (cf. photo). Le projet de remplacement baptisé « Grand EDF », secret lui aussi, ne prévoit aucun contre-pied à la politique de libéralisation imposée par l'Europe. Les syndicats n'ont donc pas sauté de joie, malgré le succès indéniable de la mobilisation. La vigilance reste de mise. [Voir l'article de Politis](#)



Abandon de deux projets d'entrepôts géants au Loroux-Bottereau, près de Nantes

L'entreprise Goodman prévoyait d'implanter deux entrepôts logistiques de 72.000 m² sur une parcelle de 19 hectares dans la zone d'activités du Plessis, au Loroux-Bottereau (Loire-Atlantique). Mercredi 27 janvier, les élus de la communauté de communes de Sèvres et Loire (CCSL) ont résilié les promesses de ventes qui les liaient à la société australienne. Emmanuel Riviere, vice-président de la CCSL et maire du Loroux-Bottereau, a estimé que cette décision était liée à un « nouveau regard » porté sur l'activité économique, les enjeux environnementaux et sociétaux actuels. [Voir l'article](#)



Les Chiliens ont élu une Assemblée Constituante



Les Chiliennes et les Chiliens désignent les 16 et 17 mai les rédactrices et les rédacteurs de la nouvelle Loi fondamentale, pour se débarrasser de la Constitution héritée de la dictature militaire d'Augusto Pinochet. Cette élection était une concession du gouvernement de droite au mouvement social historique de l'hiver 2019, qui avait mis des millions de personnes dans la rue. Il avait cédé sur ce processus car il espérait contrôler le mouvement et conserver une majorité de droite et d'extrême droite. Mais le centre-droit, la droite et l'extrême droite ont subi une lourde défaite. Avec seulement 37 sièges, ils ne détiennent même pas la minorité de blocage leur permettant de contrôler les débats de la prochaine Constituante.

La coalition traditionnelle du centre-gauche est largement débordée par la gauche alternative de transformation, composée du Front élargi et du Parti communiste chilien et les listes de candidats indépendants de tout parti, dont plusieurs sont issus du mouvement social de 2019 qui obtiennent tout le reste des sièges. [Lire ici la suite](#)

L'Europe reconnaît enfin les dangers du dioxyde de titane

Le dioxyde de titane, vous connaissez sans doute, c'est le E171 ! Utilisé pour absorber les rayons ultraviolets et comme colorant blanc, notamment dans les dentifrices, il est aussi cancérigène ([voir ici](#)). Interdit en France depuis le 1^{er} janvier 2020, il vient enfin d'être reconnu comme produit toxique par l'Agence européenne de sécurité des aliments, ouvrant la porte à un moratoire européen. Agir pour l'environnement demandait depuis 2016 cette reconnaissance officielle. Mais la suspension devrait en toute logique être élargie à tous les produits ingérés, notamment les médicaments. [Lire la suite](#)

La loi climat allemande déclarée inconstitutionnelle sur requête d'une jeune agricultrice



Sophie Backsen, jeune agricultrice de 22 ans sur l'île de Pellworm, en Mer du Nord, constate que l'île est assaillie un peu plus chaque année par les submersions en hiver et les sécheresses en été. Elle a donc porté plainte en 2019 contre le gouvernement allemand pour conséquence climatique. Avec le mouvement Fridays for future et GREEPEACE, elle vient d'obtenir gain de cause.

La Cour constitutionnelle allemande considère que la loi climat votée en 2019 n'est pas suffisante pour empêcher le réchauffement climatique, car elle définit des objectifs, mais pas les moyens. Elle est donc en partie inconstitutionnelle. Quand on sait que la Cour constitutionnelle allemande impose souvent ses vues à l'Europe entière, ce jugement est d'une grande portée. Merci, Sophie. [Lire ici l'article](#)

Luttes/solidarités/actions

Des nouvelles des ex-Fralibs : la coopérative SCOPTI va bien

On se souvient des Fralibs, de la résistance ouvrière à l'alternative coopérative. Pour ceux qui n'auraient pas vu le reportage diffusé sur France 3 « A Gémenos l'aventure humaine et professionnelle des ex-salariés de Fralib », vous

trouvez ici [le lien pour le voir](#)

Aujourd'hui, ils travaillent, ils sont tous coopérateurs, tous associés aux décisions. Leur savoir-faire et la qualité de leurs produits sont reconnus.

La coopérative SCOPTI favorise la revitalisation d'une filière courte en relation avec des producteurs locaux sans distinction régionale, en privilégiant tout le territoire français et en respectant les critères géographiques nécessaires à la qualité gustative des plantes. [Accessibles ici](#) via leur boutique en ligne.



Palestine- Israël : dénoncer l'inacceptable, agir pour la paix et les droits



Face à une nouvelle crise majeure qui touche la Palestine, il convient de rappeler que les Palestiniens sont d'abord un peuple, de toutes les sensibilités laïques et religieuses, privé de ses droits et victime d'une colonisation.

60 personnalités politiques et de la société civile ont adressé une lettre ouverte à Emmanuel Macron à propos de l'escalade en cours au Proche-Orient. « *Nul ne comprendrait que la France, membre permanent du Conseil de sécurité de l'ONU, qui se veut acteur majeur de la diplomatie européenne et trait*

d'union avec le Sud, continue à se taire ou, pire, à renvoyer dos à dos agresseurs et agressés. » [A lire ici](#)

Pendant ce temps, l'action continue. la SIDI (Solidarité internationale pour le développement et l'investissement), qui s'est engagée en Palestine dès les années 90, poursuit son engagement en faveur des droits économiques des populations palestiniennes, d'autant plus nécessaire dans cette période de guerre ([voir ici](#)). Le festival Ciné Palestine montre la force de création des palestiniens (voir plus loin).

Fin de le trêve hivernale : contre les expulsions, tou.te.s dans la rue les 29 et 30 mai

Un appel unitaire appelle à manifester dans toute le France les 29 et 30 mai. En Ile-de-France, RDV dimanche 30 mai à 15h, métro Père Lachaise. [Voir ici l'appel](#)

La fin de la trêve hivernale, le 1er juin, s'annonce dramatique pour de très nombreux locataires, occupant-e-s et accédant-e-s, éreintés par le logement cher et la mise à l'arrêt de pans entiers de l'économie. Beaucoup ne peuvent plus payer leurs loyers ou leurs traites ...

À ce jour, 130 000 familles ont déjà reçu un jugement d'expulsion. 30 000 familles risquent d'être expulsées « manu militari » par la police venant frapper aux portes. Parmi elles, beaucoup sont pourtant prioritaires loi DALO, en attente d'un relogement par le Préfet.

Le 1er juin, c'est aussi la remise à la rue de dizaines de milliers de sans-abri, sans compter ceux qui sont déjà dans la rue. La France compte plus de 300 000 sans-abri, en hausse constante. Face à ce déni d'un droit fondamental, il est essentiel de se mobiliser massivement.



Réforme de l'Assurance chômage : catastrophe en vue, mobilisations plus que jamais



La réforme de l'assurance chômage doit s'appliquer à partir du 1er juillet. Plus d'un million de personnes verront leurs allocations dévisser. Les rédactions de Basta !, Radio Parleur et Politis [vous expliquent ici](#) pourquoi avec leurs invité.es. Le journal Le Monde publie une étude indiquant des écarts de 1 à 47 selon les bénéficiaires : la réforme de l'assurance-chômage en six questions. [A consulter ici](#)

Face à cette perspective, la mobilisation se poursuit plus que jamais. De nombreux théâtres restent occupés. Les syndicats ont déposé, le 21 mai, des recours devant le **Conseil d'État** qui devrait statuer

prochainement [à voir ici](#) Des rassemblements et manifestations nationales sont en préparation. De **nombreuses initiatives locales** sont également prises. **Par exemple, chaque vendredi les Empêchés de Laon** tiennent les « Vendredis de la colère » Spécial assurance chômage ! Toutes les semaines dès 9h devant le Pôle emploi de Laon [Voir ici](#) :

Comprendre

Le capitalisme responsable n'existe pas. La preuve par Danone

Les conflits dans le monde du « big business » sont riches d'enseignements. Le 15 mars, le conseil d'administration de Danone, a débarqué Emmanuel Faber, son PDG médiatique. La raison : le cours en Bourse de Danone a chuté de 30 % en un an (parès avoir gagné 46 % en 10 ans). Emanuel Faber se présentait comme un champion du capitalisme responsable, faisant de Danone, suite à la loi PACT, la première « entreprise à mission » intégrant des objectifs sociaux et environnementaux.

Mais les actionnaires et les fonds d'investissement ont imposé leur loi, celle du droit de propriété, et ont nommé un successeur aux compétences purement financières. Celui-ci est chargé de faire monter le cours de l'action, et Danone a annoncé 1 milliard d'économies et 2000 suppressions d'emplois. Cela montre combien l'instauration d'un capitalisme responsable reste une illusion tant que le pouvoir d'user et d'abuser des actionnaires reste entier. [Voir ici l'analyse de Dominique Plihon.](#)

<https://www.politis.fr/articles/2021/03/le-capitalisme-responsable-nexiste-pas-43016/>

L'accord Chine-UE, un pas de plus vers l'hyper-capitalisme, au mépris des droits humains

Après 8 ans et 35 cycles de négociation particulièrement opaques et secrets, un accord UE/Chine est en cours de validation en Europe. L'analyse du contenu de l'accord ne peut que nourrir ce constat : peu d'engagements nouveaux du côté de Pékin, beaucoup de renoncements et d'espérances peu fondées du côté de Bruxelles. La Chine conforte sa position géopolitique et ne cède rien en matière de respect des droits humains. L'accord constitue un pas de plus vers un capitalisme dérégulé, affaiblissant un peu plus l'Organisation Mondiale du Commerce et les droits fondamentaux. [Voir ici](#) le décryptage de l'accord par Amélie Canonne, Maxime Combes, Nicolas Roux, Lora Verheecke et Hélène Cabioc'h, visible sur l'excellent site de l'AITEC.

http://aitec.reseau-ipam.org/IMG/pdf/accord_ue_chine_-_rapport_2_.pdf

Le médiateur de Pôle emploi délivre un rapport teinté de colère

Sanctions « disproportionnées », réglementation complexe et piègeuse, courriers incohérents : les demandes de médiation ont explosé en 2020, marquée par la crise, et l'exaspération s'amplifie. Cécile Hautefeuille dans Médiapart décortique les raisons de la colère [A lire ici](#)

[https://www.mediapart.fr/journal/economie/050521/le-mediateur-de-pole-emploi-delivre-un-rapport-teinte-de-colere?utm_source=20210505&utm_medium=email&utm_campaign=QUOTIDIENNE&utm_content=&utm_term=&tor=EREC-83-\[QUOTIDIENNE\]-20210505&M_BT=794921165893](https://www.mediapart.fr/journal/economie/050521/le-mediateur-de-pole-emploi-delivre-un-rapport-teinte-de-colere?utm_source=20210505&utm_medium=email&utm_campaign=QUOTIDIENNE&utm_content=&utm_term=&tor=EREC-83-[QUOTIDIENNE]-20210505&M_BT=794921165893)

Pillage du bien public : le quart du budget de l'État s'évapore en sous-traitance

Une centaine d'agents et cadres de la fonction publique publient une étude sur l'externalisation de l'action publique à des entreprises privées. Le coût de celle-ci est évalué à 160 milliards d'euros par an. Le gouvernement met la puissance publique au service une nouvelle fois du capital, au détriment du bien commun et de la réponse aux besoins humains et écologiques. [A lire ici](#)

<https://www.politis.fr/articles/2021/04/un-quart-du-budget-de-letat-sevapore-en-sous-traitance-43126/>

Vie du réseau, guides, publications

Le nouveau baromètre de la CGT

Une source précieuse d'informations avec d'innombrables informations indispensables et réutilisables, présentées de façon claire et didactique en 6 chapitres: Des chiffres pour convaincre/des indicateurs statistiques // Travail et emploi - / Pouvoir d'achat et inégalités - / Sécurité sociale et services publics - / Le coût du capital - / Éléments macroéconomiques - / Environnement - Conclusion [A télécharger ici](#)



Lettres et guide d'auto-défense de nos droits

Yves Sinigaglia, inspecteur du travail depuis peu en retraite et intervenant des cours gratuits de droit du travail, communique à ceux qui en auraient besoin des outils précieux de défense des droits élaborés par lui et ses collègues de Solidaires : - 30 modèles de Lettres-types pour vous aider à défendre ses droits, [à télécharger ici](#) :- le nouveau guide d'autodéfense des salarié-e-s des très petites associations [à télécharger ici](#) :

La campagne d'actionariat populaire de l'Après M a commencé

L'équipe de l'Après M a lancé le 15 mai l'appel à souscription pour constituer une SCIC, dont nous avons parlé dans la dernière lettre. L'objectif est de racheter l'ancien local du Mac Do pour en faire à la fois un restaurant et un lieu de solidarité et de vie pour le quartier. [Voir ici](#) la vidéo d'explication. L'action est à 25 €, et des actions supplémentaires sont proposées pour permettre à ceux qui n'ont pas les moyens d'être actionnaires. Notre collectif participe à la souscription et vous invite à faire de même.

Les ex-de Mac-Do de Marseille sont maintenant dans Reporterre, qui fait un superbe reportage parlant de « foyer vibrant de solidarité », et d'une « fourmilière de projets solidaires » [Voir ici](#)



[Voir ici](#) la présentation de la SCIC

[Pour souscrire en ligne c'est ici](#)

« Tous propriétaires », Conférence gesticulée de Bernard Brunet sur les Communs

Bernard Brunet, militant des communs et de la transition écologique, propose une conférence gesticulée à distance pour faire progresser la réflexion et la prise de conscience. S'adressant à des personnes non averties, cette conférence peut-être vue à distance, et suivie d'un temps interactif avec Bernard Brunet. Celui-ci veut également fournir le texte qui voudrait la reprendre. **Pour prendre contact avec lui nous envoyer un mail [Voir ici la conférence Tous propriétaires](#) »**



Augusto Boal. Le livre Miracle au Brésil vient de paraître.



Augusto Boal, né en 1931, fut un dramaturge brésilien mondialement connu, fondateur du Théâtre de l'opprimé, conçu comme un outil d'émancipation radicale. Après un premier exil en Argentine, il est accueilli par Ariane Mnouchkine au Théâtre du Soleil. Il crée en France le mouvement du Théâtre de l'opprimé, puis le Centre du T.O. « *J'ai eu le bonheur d'y travailler de 1984 à 1998, date de l'éclatement de l'équipe, ce qui donnera plusieurs groupes, certains regroupés dans le Réseau Théâtre de l'Opprimé (voir ici)* », nous dit Jean-François Martel, membre fondateur de notre collectif.

En 1971, arrêté par la police, Boal est longuement torturé, puis transféré à la prison Tiradentes, où des cours de français, de théâtre, d'anglais sont partagés avec quelques autres prisonniers politiques ». Son livre, écrit en 79, raconte tout cela. Malgré les souffrances et les « disparitions », il est plein d'humour, et explique ce qui se passe dans l'extrême droite arrive au pouvoir, un message d'une grande actualité.

Augusto Boal, 1979, *Miracle au Brésil* Trad. du portugais par Mathieu Dosse. Préface d'Anaïs Fléchet. Éd. Chandegne, 416 p., 22 € [Voir ici](#) l'article du Canard.

À lire aussi ses deux ouvrages de base « Le théâtre de l'opprimé » et « Jeux pour acteurs et non-acteurs » tous deux aux Éditions de la Découverte.

Festival ciné Palestine

Enfin, la nouvelle édition du Festival Ciné Palestine aura lieu en salle autant qu'en ligne, du 27 mai au 6 juin. [Voir ici la programmation.](#)

Il est étonnant de découvrir la qualité et la diversité des productions palestiniennes, avec en particulier une série de court-métrages au cinéma studio du Théâtre de la commune à Aubervilliers, ou Hakawati, au cinéma le Concorde à Mitry-Mory, qui raconte comment malgré les réticences de leurs enfants, un couple de marionnettistes de 65 ans part pour sa dernière tournée entre Israël et Palestine à bord de leur camionnette hors d'âge...

Dans le contexte actuel, il est particulièrement important de participer à ce festival. Pour prendre contact vous pouvez appeler Irène au 07 68 69 20 37



**Cette lettre ne dit pas tout : vous en trouverez beaucoup plus [sur le site](#)
[Parlez-nous de votre action](#), faites nous part, de vos [questions ou propositions](#)**

Vous pouvez aussi nous contactez sur [contact\(at\)changer2cap.com](mailto:contact@changer2cap.com)